

## PROGRAMME D'INTÉGRATION DES DIPLÔMÉS (PID) 2 000 contrats pour Annaba

**Donner du travail aux jeunes universitaires et techniciens supérieurs au chômage via le programme d'intégration des diplômés (PID), telle est la nouvelle solution appliquée depuis le mois de mars 2008 par le ministère de la Solidarité nationale pour participer à la lutte contre le chômage.**

Ce dispositif a remplacé le contrat Pré-Emploi. Il s'ajoute aux deux autres existants, celui du «filet social» et «blanche Algérie», en charge par le même ministère. Il a été bien accueilli dans la wilaya d'Annaba par la catégorie de citoyens pour lesquels il est destiné. Par cette démarche au bénéfice des jeunes en âge de travailler et sans emploi, l'initiateur s'est fixé comme objectif de permettre à tout bénéficiaire du PID de faire ses premiers pas dans le monde du travail et

d'acquérir sa première expérience professionnelle. C'est pourquoi le quota de 2 000 contrats PID, attribué à la wilaya d'Annaba pour l'année 2008, paraît bien dérisoire au regard du nombre de candidats. Le département de Djamel Ould-Abbas leur a consacré plus de 2,10 milliards de dinars pour le règlement des salaires. A fin mars 2008, ils étaient 13 280 universitaires et techniciens supérieurs à voir leurs dossiers transférés de la Direction de l'emploi vers celle de l'action sociale (DAS). Depuis, cette dernière en a enregistré des milliers d'autres. Tant et si bien que la structure déjà saturée (filet social, blanche Algérie, handicapés, enfants assistés, personnes âgées et démunies) est pratiquement à l'asphyxie.

A l'exiguïté des locaux s'ajoute l'insuffisance des effectifs, les postes budgétaires étant, dans cette institution stratégique, une denrée très rare. Ce qui n'est pas fait pour faciliter le contrôle des dossiers des demandeurs du PID,

avant leur transmission vers l'Agence de développement social, le bailleur de fonds. Parallèlement à l'accueil, l'orientation et la réception des candidats au bénéfice du PID, la DAS d'Annaba multiplie les sorties de ses agents sur le terrain pour des opérations de prospection de postes de travail. Les administrations de l'Etat restent les plus grandes pourvoyeuses d'emploi, contrairement au secteur économique. Exception faite des 360 emplois créés il y a 2 années par Arcelor Mittal El-Hadjar, les employeurs potentiels se sont inscrits aux abonnés absents. Ferial, la société espagnole qui brasse des milliards en chiffres d'affaires (dinars et devises) à l'import et à l'export, en l'absence de toute réaction de l'Etat, persiste à user et abuser du procédé du contrat de travail à durée déterminée. «Nous n'avons aucun problème pour placer les bénéficiaires du PID au niveau des administrations. Par contre, nous en éprouvons énormément du côté des sociétés publiques et privées. A

l'exception de quelques rares opérateurs comme Air Algérie et Algérie Télécom, nous n'avons pas eu de réponses des autres opérateurs du secteur économique.» Cette tentative d'activation des structures sociales traditionnellement chargées d'une simple mission d'assistance sociale a généré de grands espoirs chez les jeunes des deux sexes. «2 000 contrats PID seulement accordés par le ministère de la Solidarité à une région industrielle comme Annaba, c'est vraiment dérisoire au regard des potentialités économiques de la wilaya. Nous lançons un appel au ministre Djamel Ould-Abbes pour accorder une attention particulière à la wilaya d'Annaba, qui pourrait servir de rampe de lancement pour le développement économique du pays», a affirmé Mounira H., licenciée en sociologie, en attente d'un recrutement depuis 2006. Les jeunes diplômés, ayant tenté et échoué la harqua, figurent sur le registre des priorités au bénéfice du PID et du recrutement. C'est à Sidi-Salem même,

cité en bordure de mer et lieu privilégié pour le départ vers la traversée clandestine, que les inspecteurs de la DAS se sont déplacés pour aider ces jeunes à bénéficier du PID. Les jeunes universitaires les plus touchés par le chômage restent les diplômés de médecine, sociologie, droit.

Des centaines de jeunes médecins sont depuis des années au chômage, le secteur de la santé étant pratiquement saturé en matière d'effectifs.

Ils pourront toujours tenter leur chance avec l'autre dispositif mis en place par le ministre du Travail et de la protection sociale. Il s'agit du programme d'aide à l'insertion des diplômés (PAID) pour lequel il est prévu une indemnité salariale de 12 000 DA. Soit 2 000 DA de plus que l'indemnité versée aux bénéficiaires du PID. A Annaba, les jeunes universitaires et techniciens supérieurs attendent beaucoup de la réunion que le wali d'Annaba s'est engagé à organiser avec les opérateurs économiques de la région. Elle est destinée à sensibiliser ces derniers sur la nécessité de participer à la lutte contre le chômage. Cependant, en l'absence de toute action de l'Etat tendant à la révision à la baisse de leurs charges fiscales et parafiscales, il serait utopique de croire à cette participation.

A. Djabali

### TIPASA

## Des réalisations supplémentaires pour soulager les CEM

**Pas moins de 15 chantiers de réalisation d'établissements et classes scolaires sont programmés pour l'année 2008-2009 dans la wilaya de Tipasa en vue de faire face à la pression, notamment dans le cycle moyen, a indiqué le chef de l'exécutif.**

Toutefois, a précisé le wali lors d'une visite d'inspection dans la daïra de Koléa, la rentrée scolaire dans la wilaya de Tipasa s'est déroulée normalement malgré l'arrivée de 9 500 nouveaux élèves dans les collèges d'enseignement moyen (CEM). Pour faire face à la pression attendue dans le cycle moyen, 80 classes supplémentaires ont été proposées et sont en cours de réalisation en plus des 50 classes du primaire déjà programmées mais dont la notification n'est arrivée que durant le mois de mai, ce qui explique, a indiqué le wali, que les travaux lancés au lendemain des vacances scolaires soient en cours actuellement.

La programmation de 80 classes supplémentaires, décidée en prévision de la surcharge des effectifs dans les CEM et leur réception dans les mois qui viennent, va permettre de réduire la pression et d'éviter la double vacation ou classes tournantes avec un TOC (taux d'occupation par classe) de 40 élèves par classe actuellement.

En attendant ces réceptions et les réponses relatives aux réévaluations des enveloppes des projets transmis aux services des finances, des solutions intermédiaires ont été trouvées pour prendre en charge le surplus d'élèves dans certains CEM, a souligné le wali. Ce problème «sera réglé définitivement» une fois les 14 collèges d'enseignement moyen, en cours de réalisation, réceptionnés (2 inscrits en 2008) dont 12 seront en principe livrés au cours de l'année scolaire 2008/2009.

7 CEM sont achevés, les 5 autres sont concernés par la réévaluation et seront livrés au cours de l'année afin de venir en appoint aux 72 existants à travers la wilaya. 7 CEM sont de base 5, tandis que 2 autres sont de base 6 et enfin 1 de base 7. Ces derniers ont, par ailleurs, fait l'objet d'opérations d'extension et d'aménagement des espaces, ce qui a permis l'ouverture de 61 nouvelles classes pour une population scolaire évaluée à 53 379 élèves répartis entre 1 447



9 500 nouveaux élèves.

groupes avec un taux d'occupation par classe de 39 élèves. La rentrée scolaire, qui a fait l'objet d'un conseil de wilaya il y a deux semaines, a permis de faire le point sur les nouvelles réalisations qui seront mises à la disposition du secteur qui s'enrichira concernant l'enseignement secondaire de 7 nouveaux lycées dont 6 (Sidi Ghilès, Gouraya, Tipasa, Bou Ismail, Fouka et Chaïba) qui seront livrés à la rentrée et permettront de réduire la pression dans les établissements existants et éviter aux élèves des déplacements d'une localité à une autre.

La wilaya de Tipasa, qui compte à ce jour 23 lycées totalisant 534 classes pour 14 841 élèves avec un TOC de 29 élèves, a programmé la réalisation de 6 salles de sport. La wilaya a, par ailleurs, bénéficié de 570 millions de DA d'aide de l'Etat dans le cadre du Fonds commun des collectivités locales (FCCL) pour

les réparations dans les écoles du cycle primaire au titre de l'année 2008.

Cette enveloppe financière du FCCL est destinée à venir en aide aux 28 collectivités de base que sont les communes qui doivent lancer incessamment des opérations de réfection dans les 275 établissements scolaires primaires. Une première tranche de

21 millions de DA a été accordée à la wilaya suivie par une seconde de 36 millions de DA qui seront toutes deux réparties entre dépenses de fonctionnement et d'équipements. Ces opérations consistent en des réparations diverses allant des travaux d'étanchéité, de peinture, de réfection des toilettes, de chauffage des murs, d'installation de petites clôtures et autres équipements en matériel de chauffage entre autres pour les écoles qui en sont dépourvues.

APS

Photo : Samir Sid

### BÉJAÏA L'APW alloue 5 milliards de centimes au transport scolaire

L'APW de Béjaïa a alloué ces derniers jours une enveloppe financière de 5 milliards de centimes qui sera entièrement consacrée au transport scolaire à travers le territoire de la wilaya. La subvention en question constituera assurément une bouffée d'oxygène pour les municipalités rurales qui sont confrontées au manque de moyens de transport.

En effet, si une sensible amélioration dans le secteur du transport des enfants notamment est observée dans l'écrasante majorité des communes de la wilaya qui ont bénéficié de bus de ramassage scolaire, il n'en demeure pas moins que de gros efforts sont encore nécessaires pour mettre fin à la crise. Dans certaines municipalités, les enfants vivent quotidiennement un véritable calvaire pour rejoindre leurs établissements scolaires. Comme l'année précédente, pour combler le déficit en moyens de transport dans certaines communes, les autorités locales pourront ainsi établir des conventions avec des transporteurs privés qui assureront le ramassage scolaire.

Selon un responsable de l'institution élue de Béjaïa, l'enveloppe financière dégagée par l'APW sera versée dans un compte de la DAL qui se chargera ensuite du paiement des transporteurs avec lesquels la municipalité aura établi une convention.

A. K.

### Précisions

L'article paru dans votre quotidien le 14 août 2008 en page 6 sous le titre «Quand la Sonelgaz fonctionne à la baguette !» signé A. M'Haïmoud appelle de notre part, et en vertu du droit de réponse, un démenti catégorique des allégations de votre journaliste. Aussi, vous voudriez bien publier les précisions suivantes concernant l'alimentation du site des 243 lots en énergie électrique :

Le lotissement en question a effectivement été programmé dans le cadre du programme PQLS aussi bien en électricité qu'en gaz.

Concernant l'électricité, nous précisons à vos lecteurs, à nos clients du site et surtout à votre journaliste que l'incident signalé par ce dernier est survenu bien après le début des travaux d'alimentation du site, toutes les démarches réglementaires incombant à Sonelgaz

ont été exécutées dans les délais prescrits et sans interférence d'aucune tierce personne. Seulement, la concrétisation du projet s'est heurtée dès le départ à plusieurs contraintes allant de la nature même du terrain d'assiette du lotissement trop accidenté et pas du tout viabilisé, contrainte signalée avec insistance aux parties concernées (promoteur et collectivité) et dont la dernière relance remonte au 9 février 2008.

L'autre contrainte majeure est l'occupation des servitudes par les autres voiries (eau, téléphone et gaz) conjuguée à l'exiguïté des trottoirs.

En dépit de toutes ces difficultés, et à chaque problème, une solution a pu être trouvée conjointement avec la collectivité locale et le promoteur.

Le directeur régional